

Pour une politique migratoire d'accueil et de solidarité

Nous, associations, collectifs de personnes exilées, collectivités accueillantes et syndicats, faisons part de notre vive préoccupation quant aux intentions du gouvernement Barnier en matière d'immigration. Après le feuillet de la loi sur l'asile et l'immigration, nous nous opposerons à toute nouvelle dégradation des droits des personnes exilées en France et continuerons à défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.

A peine nommé, le Gouvernement fait de l'immigration son cheval de bataille et multiplie les annonces outrancières et dangereuses. Le ministre de l'Intérieur a déjà réuni les préfets « des dix départements où il y a le plus de désordre migratoire pour leur demander d'expulser plus, de régulariser moins ». Nous dénonçons cette représentation mensongère des migrations : non, il n'y a pas de désordre migratoire, ni de crise migratoire. Nous assistons à une crise de l'accueil et de la solidarité, et une mise en danger des personnes exilées par des politiques de restriction et d'exclusion dont les gouvernements successifs se font les champions. Collectivement, nous revendiquons la régularisation des personnes sans-papiers, la protection des mineur.e.s non accompagné.e.s, le respect de la dignité et des droits humains.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir remettre en cause l'Aide médicale de l'État (AME). La santé des personnes exilées est à nouveau instrumentalisée pour venir alimenter des considérations de politique migratoire. Nous souhaitons rappeler que l'AME est un dispositif de santé, essentiel pour l'accès aux soins des personnes et qu'elle répond à des enjeux de santé publique. A ce titre, cette politique publique se décide au ministère de la Santé. Nous nous inquiétons de voir nos gouvernant.e.s s'approprier la rhétorique d'extrême droite basée sur l'appel d'air et les dépenses incontrôlées, pourtant largement pourfendue par nombres d'études et rapports récents. Enfin, nous alertons sur le fait qu'environ un quart des bénéficiaires de l'AME sont mineur.e.s, et qu'il est intolérable de vouloir priver des enfants de l'accès aux soins.

Rien ne sera épargné aux personnes issues de parcours d'exil. Le gouvernement envisage même une nouvelle loi

sur l'asile et l'immigration pour promouvoir des mesures pourtant censurées par le Conseil constitutionnel en début d'année. Ceci, à l'heure où nous constatons déjà les premières conséquences dramatiques de la loi promulguée le 26 janvier 2024. Ce gouvernement s'est lui-même placé sous la tutelle de l'extrême droite et a choisi de faire des personnes exilées le bouc-émissaire de tous les maux. Ses propositions s'inscrivent dans l'intensification du climat de peur pesant sur les personnes étrangères, et plus généralement sur toutes les personnes victimes du racisme. Le programme est clair : restrictions des droits, criminalisation des migrations et des personnes solidaires, répression des personnes exilées, enfermement à tout-va. Dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale le mardi 1er octobre, le Premier ministre a annoncé vouloir « lutter contre le racisme » et traiter le sujet de l'immigration avec dignité, mais il se contredit aussitôt en prévoyant d'augmenter la durée maximale légale de rétention, d'empêcher les personnes exilées de franchir les frontières, et en faisant peser sur elles toutes les suspicions. En revanche, Michel Barnier ne remet à aucun moment en question les déclarations inquiétantes du ministre de l'Intérieur. Nous dénonçons l'orientation du gouvernement, et rappelons notre attachement à un État de droit qui respecte les personnes et les considère avec humanité, pas comme des indésirables.

Nous, associations, collectifs de personnes exilées, collectivités accueillantes, et syndicats, appelons à mettre fin à cette obsession migratoire xénophobe et dangereuse, et à respecter les droits de chaque personne, indépendamment de sa nationalité, de son origine, de sa religion, de son orientation sexuelle et de genre. Nous appelons chacun.e à la vigilance et à la solidarité, à continuer à soutenir et à participer aux actions, comme les luttes des travailleur.se.s Sans Papiers pour leur régularisation. Nous resterons mobilisé.e.s contre tout nouveau coup porté au respect des droits et à la dignité des personnes étrangères.

Ce texte est un communiqué signé par plus d'une centaine d'associations et syndicats nationaux.